



L'ONG prévoit le mécontentement des camerounais qui n'acceptent pas la victoire de Paul Biya à l'élection présidentielle du 07 octobre dernier.

Le programme de résistance nationale du président du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), Maurice Kamto, pourrait encourager les manifestations et prolonger la crise postélectorale, estime le centre d'analyses géopolitiques International Crisis Group (ICG) dans un rapport paru lundi 5 octobre 2018.

« De nombreux Camerounais acceptent la probable victoire de Biya, mais ils restent en colère. Peu de gens croient qu'il a obtenu 71 pour cent des voix, et les résultats qui ont circulé sur les réseaux sociaux indiquent que la course a été nettement plus serrée. Rares sont ceux qui considèrent le Conseil constitutionnel comme impartial, puisque Biya a nommé ses onze membres, dont la majorité sont aussi d'anciens membres du parti au pouvoir », écrit l'ICG dans ce document intitulé « Les incertitudes se renforcent au Cameroun après une élection contestée ».

« Les prochaines semaines seront déterminantes pour l'évolution de la crise postélectorale. Le climat à Douala et Yaoundé est tendu. Le gouvernement a interdit plusieurs conférences de presse et manifestations de l'opposition et de la société civile, renforcé le déploiement de ses troupes pour dissuader et perturber les manifestations, restreint momentanément l'accès à

Facebook et arrêté plusieurs personnes prévoyant de protester. Les 27 et 28 octobre et le 4 novembre, les forces de sécurité ont brièvement arrêté plus de 100 manifestants du parti de Kamto à Douala, Yaoundé et Bafoussam, et attaqué le siège du parti à Douala », indique le rapport.

En tirant cette sonnette d'alarme, l'Organisation Non-gouvernementale internationale s'appuie sur « des preuves de fraude généralisée » du scrutin du 7 octobre que détiennent certains candidats. « Compte tenu de l'ampleur probable des irrégularités électorales, il est presque impossible de déterminer quel résultat chaque candidat a réellement obtenu. Mais le score de 71 pour cent de Biya semble loin d'être crédible », note International Crisis Group.